



Ils ont tiré sur des gens à l'intérieur de leurs maisons et ils sont morts comme ça" témoigne Kum Vitalis, 8 ans. Il a fui la guerre qui a coûté la vie à des dizaines de personnes dans les régions anglophones du Cameroun.

Selon les Nations unies, les violences dans ces régions ont entraîné quelque 200.000 déplacés internes. 40.000 autres personnes sont passées dans des pays voisins comme le Nigéria. Ngum Julius est enseignant, il a fui la ville anglophone de Njinikom.

Selon lui, les élections ne pourront pas être organisées dans les régions anglophones. Il estime que "trop de personnes meurent, trop de personnes sont déplacées. Nous devons nous asseoir autour de la même table et **discuter et trouver une solution.**" A Bonamoussadi, un quartier résidentiel d'étudiants à Yaoundé, les jeunes affirment qu'ils préfèrent discuter de football plutôt que d'élections. Tatah Hans est l'un d'entre eux. "Je suis Camerounais. Il est normal de voter. Je dois voter mais je suis confronté à tant de difficultés. Les élections sont prévues bientôt et je n'ai pas de carte d'électeur. Je ne sais pas quoi faire" explique t'il.

En dépit de la crise, Jacques Fame Ndongo, fervent défenseur de Biya, affirme que l'élection aura bien lieu. Selon lui "nous savons que leur rêve fou est d'arrêter l'organisation de l'élection présidentielle dans ces deux régions mais ce rêve fou ne se concrétisera jamais parce que la population des régions du nord-ouest et du sud-ouest est déterminée à exprimer son soutien

total au chef de l'État, candidat légal et légitime du RDPC, qui fera tout pour arrêter ces illuminés."

Des craintes de fraudes

Le principal parti d'opposition, le SDF, met le gouvernement en garde contre toute tentative de fraude. Denis Nkemlemo le secrétaire de la communication du SDF précise: "Nous ne sommes pas censés avoir de bureaux de vote à la présidence. Il est hors de question d'installer des bureaux de vote dans les camps militaires. Le SDF ne tolérera pas le non-respect de la loi électorale." Mais pour Enow Abrams Egbe, le président du conseil d'administration du corps électoral, ces critiques ne sont pas fondées. "Les partis politiques sont des partenaires intégrés dans le processus électoral.

La commission mixte prévue dans la loi électorale leur garantit de signer et de valider tous les processus d'enregistrement et d'envoyer leurs représentants dans toutes les stations. Il est normal que les détracteurs jouent leur rôle, mais nous jouons notre rôle avec sérénité et tout se passe bien" précise Enow Abrams Egbe.

Outre la crise anglophone, le Cameroun est également confronté à des attaques perpétrées par des militants de Boko Haram dans le nord du pays et doit faire face aux conséquences des violences en République centrafricaine. Le président sortant Paul Biya, qui gouverne le Cameroun depuis 1982, est considéré par beaucoup comme le favori du scrutin. S'il l'emporte il dirigera le pays jusqu'en 2025.

dw.com
